

Groupe Consultatif pour le Burundi - Paris, 26-27 Octobre 2009

Conclusions de la première journée

- Le Burundi a fait de progrès importants aussi bien dans la consolidation de la Paix et de la Gouvernance que dans la gestion macroéconomique, même si beaucoup de défis restent à adresser ;
- Si une croissance accélérée est indispensable pour la consolidation de la paix, elle ne peut être isolée et requiert le renforcement des services sociaux et la bonne gouvernance comme pré requis. Les trois piliers se nourrissent donc l'un de l'autre et doivent être développés concomitamment pour promouvoir une croissance équitable, partagée et durable ;
- L'organisation en 2010 des élections régulières, pacifiques, transparentes et acceptées par tous constitue un enjeu important pour renforcer la crédibilité et la confiance du Burundi auprès de ses partenaires au développement. A ce titre, l'indépendance de la CENI et la création des conditions pour une compétition saine et équitable des Partis Politiques sont essentielles au bon déroulement de ce processus ;
- Les grands axes identifiés pour promouvoir une croissance accélérée et partagée sont pertinents, tout en notant qu'il est essentiel de renforcer la planification stratégique et la priorisation ;
- L'Agriculture va rester pendant longtemps un grand pilier pour la croissance compte tenu de son poids et des potentialités qu'il présente pour l'économie burundaise ;
- L'Intégration régionale constitue également un levier essentiel pour soutenir la compétitivité du Burundi à travers la création d'un espace économique attrayant et le développement des économies d'échelle ;
- Si l'aide et l'appui de la communauté internationale sont nécessaires pour appuyer les efforts du Gouvernement, la croissance et le développement durable resteront tributaires aux capacités de ce dernier à créer l'environnement nécessaire pour attirer les Investissements Etrangers Directs et pour développer un secteur privé dynamique ;
- La capacité du Burundi à mobiliser les ressources internes (recettes fiscales et non fiscales + emprunts internes) pour adresser les défis posés pour son développement est extrêmement faible. Même s'il a atteint le Point d'achèvement de l'Initiative PPTE et qu'il bénéficie d'annulations d'une grande partie de sa dette, son endettement va également rester insoutenable à Long Terme. La Banque Mondiale devrait donc revoir sa position de ne plus considérer le Burundi comme pays post conflit à partir du 30 Juin 2011, et maintenir sa capacité actuelle d'accéder à des « Dons » et financement hautement concessionnels. Cette flexibilité pourrait contribuer à garantir la durabilité des efforts déjà consentis :
- Le dialogue entre les partenaires autour des défis et priorités nationales doit rester constant, sous le leadership du gouvernement et avec toute l'appropriation nationale nécessaire, afin d'assurer une bonne coordination et une plus grande cohérence ;
- L'articulation et le fonctionnement des groupes sectoriels du GCP devraient être revus pour renforcer la coordination et le partenariat dans la planification et la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, et plus particulièrement autour des secteurs de croissance.

